



Union Européenne



RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*

Programme Stratégique Régional FEADER Nouvelle-Aquitaine 2023-2027

Comité de suivi du 27 janvier au 6 février 2025

Modifications du Programme Stratégique Régional FEADER

Le Programme Stratégique Régional (PSR) FEADER nécessite des adaptations pour améliorer sa mise en œuvre et ainsi mieux répondre aux besoins du territoire en matière de développement rural. Plusieurs modifications sont donc proposées par l'Autorité de gestion régionale au partenariat.

Certaines modifications concernent plusieurs dispositifs d'aides (précision dans la définition agriculteur actif), d'autres sont liées à l'évolution de la mise en œuvre des dispositifs d'aide en eux-mêmes et sont explicitées ci-après.

Toutes ces modifications s'intègrent dans la version en cours d'adoption de la version 5 du Programme Stratégique National.

Modifications spécifiques par dispositifs :

70.30.01 MAEC Protection des Races Menacées (PRM) hors avicole

Le dispositif soutient les exploitations agricoles qui élèvent des races locales menacées d'abandon et répondant au besoin de conservation de la biodiversité.

La modification proposée consiste à renvoyer vers une rédaction permettant, dans les documents de mise en œuvre, de préciser quelles certifications environnementales sont éligibles au titre de cette aide.

73.03.01 Aide aux investissements dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles

Le dispositif soutient les investissements dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles en faveur des entreprises agroalimentaires et des groupements d'agriculteurs et de leurs prestataires. Plusieurs modifications sont proposées dans la mise en œuvre de ce dispositif :

- Dans les sections « *Description du dispositif* » et « Bénéficiaires éligibles » : il s'agit désormais d'autoriser les projets de stockage et de conditionnement indépendant l'un de l'autre.

D'autres modifications sont proposées sur le dispositif, sans modification de mise en œuvre :

- Dans la section « Montants et taux maximum d'aide publique » : reprise de la rédaction pour faire apparaître le taux maximum d'aide publique prévu au niveau réglementaire pour intégrer le diagnostic RSE. Cela n'a pas d'impact sur le taux d'intervention sur les investissements accompagnés.
- Dans la section « Bonifications éventuelles » : renvoi aux documents de mise en œuvre pour la fixation du pourcentage de bonification.
- Dans la section « Plancher (en dépenses éligibles) » : renvoi aux documents de mise en œuvre pour la fixation du montant.
- Dans la section « Cofinanceurs » : précision des cofinanceurs ponctuels supplémentaires comme l'Etat, les EPCI et les collectivités territoriales.

73.01.07 Hydraulique individuel et 73.07.01 Infrastructure hydraulique

Les dispositifs soutiennent les investissements hydrauliques agricoles auprès des exploitations agricoles individuelles ou en collectif. Plusieurs modifications sont proposées sur ces deux dispositifs :

- Dans la section « *Dépenses inéligibles* » : précision que les projets présentant uniquement des dépenses en lien avec un contrat de transition écologique sont inéligibles. Il est nécessaire que ces dépenses prennent place dans le cadre d'un projet d'investissement hydraulique agricole.
- Dans la section « *Maintien des dépenses* » : introduction de l'obligation liée à la conservation des investissements et équipements accompagnés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.

- Dans la section « Bonification » : introduction pour bénéficier des 25% supplémentaires, de détenir une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.

Modifications rédactionnelles sur les dispositifs :

- Dans la section « *Montants et taux maximum d'aide publique* » : clarification de la rédaction pour une meilleure compréhension.

73.04.03 Contrats Natura 2000

Les contrats Natura 2000 sont des actions de préservation ou de restauration de milieux conclu sur des parcelles incluses ou partiellement incluses dans des sites Natura 2000. La modification proposée consiste à préciser dans la section « Eligibilité géographique » que les modalités de soutien des contrats réalisés sur des parcelles situées sur des zones limitrophes entre plusieurs régions, seront précisées dans les documents de mise en œuvre.

Modifications communes à plusieurs dispositifs :

○ Evolution de la définition d'agriculteur actif pour les dispositifs suivants :

70.27.01 Mesure Agro Environnementale et Climatique (MAEC) Transition des pratiques – Bas-Carbone

70.27.02 Mesure Agro Environnementale et Climatique (MAEC) Transition des pratiques – Autonomie protéique

70.29.01 MAEC API (Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles)

70.30.01 MAEC Protection des Races Menacées (PRM) hors avicole

70.31.01 Gardiennage

73.01.01 PCAE - Plan de modernisation des élevages

73.01.03 Plan végétal environnement

73.01.04 PCAE- Mécanisation en zone de montagne

73.01.07 Hydraulique individuel

Ces dispositifs sont ouverts aux agriculteurs actifs dont la définition s'élargit pour la catégorie « personne morale » : il est proposé que le nombre de parts sociales à détenir soit « supérieur ou égale » à 25%. Préalablement cela était strictement supérieur à 25%.

○ Renvoi vers les documents de mise en œuvre pour les modalités de versements d'avance pour les dispositifs suivants :

73.04.05 Prévention des risques pour les forêts

73.06.01 Investir dans l'équipement des massifs forestiers

77.01.01 Partenariat européen pour l'Innovation (PEI)

77.03.01 Coopération pour encourager le développement des systèmes de qualité

77.05.01 LEADER

Ces dispositifs prévoient la possibilité de verser des avances aux bénéficiaires. La modification proposée consiste à renvoyer les modalités de leur mise en œuvre aux documents de mise en œuvre.

Modifications sur les dispositifs d'aide FEADER au réseau Natura 2000 :

73.04.01 Document d'objectifs Natura 2000

73.04.02 Animation Natura 2000

73.04.03 Contrats Natura 2000

Pour les trois dispositifs le terme « prestation extérieure » est remplacé par « prestation de service » afin de correspondre aux catégories de coûts éligibles partagés.